

Discours de Rémy POINTEREAU

Session du Conseil général- 4 février 2013

Budget 2013

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous débattons aujourd'hui du Budget 2013, acte politique le plus important de l'année.

La situation, critique du Conseil général, est identique à 2012. Dans la sémantique pourtant, les choses évoluent.

Pas de critique à l'encontre de l'Etat, Pas de reproche, pas de contestation, pas de réclamation des 180 Millions de dette dus par l'Etat.

Aujourd'hui les fondamentaux sont toujours les mêmes.

Une dette qui est passée de 110 Millions d'€ en 2003 à 234 Millions d'€ en 2013 → + 124 M € en 10 ans, + 100 %,

Une hausse continue des impôts

Par contre des dotations de l'Etat en baisse

77,8 Millions d'€ DGF 2013 contre 78,55 Millions d'€ en 2012

Donc un désengagement de l'Etat plus important malgré le changement attendu. Mais quel changement ? Les éléments de langage sont étonnamment plus conciliants.

Avec le précédent gouvernement, lorsqu'on parlait de gel des dotations, il n'y avait pas de mot assez dur pour protester (sur des pages entières).

Aujourd'hui nous avons une baisse de dotations de 2,25 Mds €, une augmentation du RSA socle de 10 %. Qui paiera la note ?

Pendant qu'on augmente le SMIC de 0,3 %, l'inflation 2012 est à 1,3 %

Bravo pour l'encouragement à travailler, à ajouter à la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires.

De plus il est prévu une nouvelle décentralisation avec de nouvelles compétences qui ne seront pas compensées à 100 %. Inquiétant.

Et pourtant le ton a changé !

Plus de résistance, plus de budget de combat,

Nous sommes dans un budget non attentiste, d'espoir.

Comme quoi l'objectivité politique est à géométrie variable.

Vous qualifiez ce budget de transition. Mais de transition vers quoi ?

Quand on sait que les dotations aux collectivités locales vont continuer à baisser quoi qu'il arrive, il y a de quoi être inquiet sur la transition.

D'autant plus inquiet quand on lit que « la majorité du Conseil général fait confiance dans la « volonté affichée du Président de la République de ne laisser personne au bord de la route ».

Concernant l'équilibre de ce budget, vous avez pu équilibré votre budget 2012 grâce à une augmentation des impôts de 6 %, votée uniquement par le groupe PS, et grâce à une enveloppe exceptionnelle de 9,8 M € que vous a attribuée le gouvernement François Fillon.

Lors des OB 2013 sur la question de la condition d'équilibre du budget, la majorité départementale ne prévoyait pas d'autres solutions que celle exclusive d'une aide exceptionnelle de l'Etat de 6 Millions d'€ (jugée insuffisante)

En y ajoutant le solde de l'aide Fillon : 3,2 M €

En y ajoutant le montant d'une augmentation d'impôts de + 3 %

Aujourd'hui donc vous n'avez aucune notification d'attribution, pas même un courrier du Ministère, pour vous confirmer une aide exceptionnelle.

Or nous ne pouvons pas voter un budget insincère, la recette n'étant pas certaine.

Les recettes intègrent cette aide exceptionnelle ?

Vous dites que cela ne conditionne pas l'équilibre du budget réel.

Tout cela n'est pas clair.

Par ailleurs, cette attribution de 6 M € est soumise à une enquête, un audit quant à la situation financière du département.

Que n'avions-nous pas entendu lorsque F. Fillon avait attribué 9,8 M € en contrepartie d'un audit → tutelle d'une collectivité sur l'autre / scandaleux

Quelques mots concernant les investissements.

Vous vous étiez engagés à les augmenter au BP 2013 lors des OB.

« Budget de transition non attentiste mais prioritairement axé sur l'investissement et l'emploi »

« Investir pour l'économie et l'emploi, notre volonté pour 2013 »

De belles intentions que nous ne pouvions que souscrire.

Sauf qu'en lisant le rapport, on ne voit pas où sont les efforts budgétaires (portés sur l'économie et l'emploi), pas d'annexes concrètes (page 21 – 10 lignes sur l'économie).

Finalement, fausses joies sur les investissements. On constate une baisse d'1 million d'euros

Fausse annonce dans les Orientations budgétaires

Fausse annonce dans les titres et les intentions

Par contre pour les routes un budget positif qui est dû en grande partie aux travaux de la rocade, obligation de l'achèvement du Contrat de plan.

Pour conclure sur cette discussion générale

A l'heure où notre département du Cher se trouve dans une situation critique sur le plan du chômage (10,3 %),

Que la population diminue (- 3 400 hts sur 8 ans), même si nous avons une augmentation au 1^{er} janvier (257),

Que ce sont les plus jeunes qui quittent le département, et le plus inquiétant, que le nombre d'élèves scolarisés a baissé de 1 200 dans les écoles en 3 ans,

Il est plus que temps de s'interroger comment nous en sommes arrivés là et comment inverser cette tendance infernale.

Il est plus que temps de trouver des solutions pragmatiques :

- s'inspirer de ce qui marche ailleurs, de ce qui nous tire vers le haut (Vendée, Loiret, Loir-et-Cher)
- concentrer toutes nos forces, notre énergie pour le développement économique du Cher
- créer une ambiance, une culture d'entreprise et le goût d'entreprendre. Ce doit être la priorité du Conseil général du Cher.
Cercle vertueux : créer de la richesse avant de la partager
- club des entrepreneurs, trophée d'entreprises

Le Président de la République avait désigné son ennemi : la finance.

Notre adversaire ne doit pas être l'économie, l'entreprise, la réussite des uns, mais plutôt le manque de compétitivité, la hausse des changes, le chômage.

Notre adversaire ce n'est pas la richesse, c'est la pauvreté.

Seul le prononcé fait foi